Cristina Sagliocco, *L'Italia in seminario (1861-1907)*

Rome, Carocci editore, 2008, 261 p.

Michel Ostenc

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/21185>
DOI : 10.4000/assr.21185
ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2009
Pagination : 75-342
ISBN : 978-2-7132-2218-4
ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Michel Ostenc, « Cristina Sagliocco, *L'Italia in seminario (1861-1907)* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 148 | octobre-décembre 2009, document 148-118, mis en ligne le 03 juin 2009, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/assr/21185> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.21185>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2020.

© Archives de sciences sociales des religions

Cristina Sagliocco, L'Italia in seminario (1861-1907)

Rome, Carocci editore, 2008, 261 p.

Michel Ostenc

RÉFÉRENCE

Cristina Sagliocco, L'Italia in seminario (1861-1907), Rome, Carocci editore, 2008, 261 p.

- 1 La loi Casati de 1859 qui organisait l'enseignement dans le royaume d'Italie fut progressivement étendue aux nouvelles provinces, avec de nombreuses exceptions notamment dans le Midi. Le problème scolaire n'était que l'un des aspects des rapports entre l'Église et l'État ; mais dans ce domaine deux attitudes s'opposaient au parlement. L'une souhaitait poursuivre une collaboration élaborée sous la Restauration et l'autre, défendue notamment par Michele Coppino, préconisait une laïcisation de l'enseignement pouvant aller jusqu'à la nationalisation des séminaires épiscopaux qui continuaient à scolariser une partie des élèves italiens. Les préoccupations des dirigeants libéraux ne concernaient pas les établissements lombards ou piémontais, mais ceux des anciennes légations pontificales et des régions méridionales. Un projet fort débattu consistait à incorporer leurs écoles dans le système d'enseignement public, après les avoir rendues conformes au modèle d'État. Cette solution aurait permis de conserver ces établissements religieux, bien utiles là où l'État se montrait défaillant, tout en surveillant leurs enseignements ; mais l'ouvrage de Cristina Sagliocco montre qu'elle n'était pas laïque, puisqu'elle n'impliquait pas une séparation avec l'enseignement religieux.
- 2 L'intérêt de l'ouvrage réside dans une étude du conflit entre l'Église et l'État vue sous l'angle de leur différend concernant les séminaires et la liberté de l'enseignement. L'État affirmait son droit régalien à inspecter les séminaires et les évêques ripostaient en menaçant de les fermer en grand nombre dans le Midi ; si bien que des circulaires gouvernementales de 1862 et 1863 durent inviter l'épiscopat à les rouvrir. Les évêques

déclenchaient une guerre scolaire en refusant toute inspection et en conseillant aux parents de boycotter les établissements publics ; mais leur intransigeance ne faisait que répondre à celle de l'État à l'égard des congrégations religieuses. L'auteur montre pourtant que ce ne fut qu'un feu de paille, des relations plus sereines ne tardant pas à s'établir. L'enquête ordonnée par le ministre de l'Instruction publique Giuseppe Natoli pour vérifier la conformité de l'enseignement des séminaires avec la loi put ainsi se dérouler normalement en 1864. Il s'avéra que 30 % de leurs élèves fréquentaient des « séminaires mixtes » n'exigeant aucun engagement à la prêtrise ; ces établissements étaient particulièrement nombreux dans les Marches, en Romagne et en Ombrie. Le ministre déplorait l'existence de cette institution « laïco-ecclésiastique » et il souhaitait ramener les séminaires à leur vocation religieuse initiale. Leur densité était par ailleurs devenue excessive dans le Midi, et Giuseppe Natoli préconisait une réduction du nombre des diocèses afin qu'on en comptât un pour mille cinq cents ecclésiastiques et trois cent soixante-dix mille habitants. Le projet de loi Cortese-Sella prévoyait à son tour le maintien d'un seul séminaire par diocèse et l'ordre du jour Pisanelli du 22 juillet 1867 invitait le gouvernement à réduire les dotations patrimoniales des séminaires au strict nécessaire à la formation des prêtres, le reste étant distribué aux provinces au profit des établissements publics ; mais ces initiatives parlementaires ne purent aboutir. Les deux parties étaient en effet condamnées à s'entendre. Les évêques savaient que le problème des séminaires cachait celui de l'Église toute entière, et ils craignaient une confiscation des biens ecclésiastiques. Quant à l'État, il ne pouvait se priver de l'aide des séminaires dans les régions méridionales où il n'avait pas les moyens d'entretenir des gymnases et des lycées en nombre suffisant.

- 3 Le Conseil Supérieur de l'Instruction publique continua par principe à ne rien concéder à l'Église ; mais il n'en fut pas de même pour les gouvernements. L'enseignement public s'affirmait toujours davantage et les revendications du monde catholique restaient au niveau des principes. Si bien que les congrégations religieuses étaient devenues le principal interlocuteur de l'État en matière d'enseignement religieux. Il est vrai qu'elles furent durement frappées par la loi de 1866 ; mais cette loi était dirigée contre des centres de pouvoir dangereux pour l'ordre public et elle ne visait pas l'enseignement catholique. Le décret Imbriani de 1861 autorisait l'ouverture d'une école privée sous réserve de l'approbation du Conseil Supérieur de l'Instruction publique dont les exigences s'avéraient pourtant excessives. Le ministre Emilio Broglio dut reconnaître en 1867 qu'il était impossible d'imposer aux enseignants des séminaires d'être titulaires d'une habilitation d'État ; mais le Conseil Supérieur ne voulait rien entendre.
- 4 La loi des Garanties du 2 mai 1871 contribua à apaiser le climat, malgré l'hostilité pontificale. La circulaire du 18 décembre 1872 adressée par le ministre Antonio Scialoja aux conseils scolaires marqua même un tournant dans les rapports du gouvernement avec les séminaires. Elle s'opposait diamétralement à la politique anticléricale de son prédécesseur Cesare Correnti qui avait supprimé les directeurs de conscience dans les lycées et fermé les facultés de théologie dans les universités. Une simple circulaire permettait au ministre de contourner l'intransigeance du Conseil Supérieur et de changer d'orientation. Sans doute, les études suivies par des élèves laïques dans les séminaires devaient rester conformes aux programmes édictés par l'État et dispensés par des enseignants habilités ; mais la circulaire Scialoja autorisait les évêques à ouvrir des séminaires destinés aux ecclésiastiques avec des enseignants dépourvus de diplômes, ce qui revenait à légaliser des pratiques toujours dénoncées jusque là. Les enfants entraient au séminaire à dix ans, un âge trop tendre pour qu'ils aient une

vocation religieuse, et l'enseignement était d'un niveau inférieur à celui des établissements publics. La circulaire Scialoja était donc une importante concession aux cléricaux qui reprochaient à l'État centralisateur de s'opposer à la liberté de l'enseignement. Elle choqua la conception des démocrates sur les rapports de l'Église et de l'État, et elle désorienta beaucoup d'autorités locales à une époque où les préfets présidaient les conseils scolaires provinciaux.

- 5 Le parlement rejetant ses projets d'enseignement gratuit et obligatoire, Scialoja céda la place à Ruggiero Bonghi qui ordonna l'enquête de 1876 sur les séminaires. Les enquêteurs du provéditeur Giuseppe Barberis furent reçus sans difficultés dans deux cent soixante-dix-sept établissements sur un total de deux cent quatre-vingt-quatre, et ils estimèrent qu'on n'y apprenait pas à conspirer contre la patrie et ses lois. La moitié d'entre eux présentaient un cycle complet d'études prolongé par un enseignement de théologie, mais quelques uns se contentaient d'une formation élémentaire préparatoire au grand séminaire. Le nombre d'élèves s'était accru, passant de treize mille à dix-sept mille entre 1863 et 1876, et 20 % d'entre eux seulement suivaient une initiation à la prêtrise. Cette augmentation des effectifs laïques s'expliquait par diverses considérations. Les droits d'inscription étaient moins élevés que dans les gymnases ou les lycées, et dans certaines régions les séminaires étaient toujours les seuls établissements d'enseignement secondaire ; mais les motivations profondes venaient des soupçons d'immoralité qui pesaient sur les établissements publics depuis les polémiques libérales contre l'Église. Les séminaires employaient six enseignants en moyenne, au lieu de onze dans les gymnases et les lycées ; cent quatre-vingt-dix d'entre eux seulement sur un total de mille deux cents possédaient une habilitation. Les professeurs diplômés des séminaires se répartissaient de façon inégale dans le pays. Ils étaient nombreux dans l'ancien royaume de Piémont-Sardaigne, en Lombardie et en Vénétie ; mais on en trouvait beaucoup moins en Italie centrale et dans le Midi. L'enquête reconnaissait que les séminaires répondaient à un réel besoin dans les régions où les établissements publics étaient absents ou en nombre insuffisant. Par contre, la formation des prêtres semblait insuffisante, les enseignements mathématiques et scientifiques restaient médiocres, et celui de la philosophie était en latin.
- 6 La question des séminaires perdit ensuite de son importance du fait de l'assouplissement de la rigidité idéologique des premiers temps de l'unité du pays. Certes, la loi Coppino du 15 juillet 1877 sur la scolarité obligatoire remplaçait le catéchisme par une nouvelle discipline des Devoirs de l'homme et du citoyen ; mais elle ne faisait que compléter la circulaire Correnti du 29 septembre 1870 qui rendait l'enseignement religieux facultatif. En fait, le Conseil d'État précisa en 1911 que la loi n'entendait pas le supprimer ; elle autorisait seulement les communes à ne le dispenser qu'aux élèves dont les parents en faisaient la demande. Inversement, les évêques adoptèrent pendant le pontificat de Léon XIII une attitude modérée dans leurs rapports avec les autorités civiles. Ils limitèrent le nombre d'élèves laïques dans les séminaires pendant que le gouvernement augmentait les établissements d'enseignement secondaire en transformant des écoles communales en instituts d'État. Quelques séminaires continuaient sans doute à pratiquer une séparation préjudiciable à la qualité des études entre la grammaire, les humanités, la rhétorique et la philosophie ; mais le niveau de leurs enseignements s'améliorait et un nombre croissant de leurs élèves réussissait aux examens des établissements publics. La liberté de l'enseignement n'était toujours pas admise au début du XX^e siècle et la circulaire ministérielle du 18

octobre 1903 précisait qu'ouvrir un établissement scolaire était un droit pour l'État et une simple faculté pour les personnes privées. De nombreuses protestations s'élevaient pour dénoncer les insuffisances de la loi concernant les droits de l'État sur les séminaires. Ces derniers manquaient de cette discipline rigoureuse que leur avait imposée Charles Borromée au lendemain du concile de Trente, notamment à cause du caractère hybride de leur fonction, nuisible à leur identité religieuse. Leurs horaires et leurs programmes s'alignaient de plus en plus sur ceux des gymnases et des lycées, délaissant la philosophie thomiste et même les auteurs chrétiens. Les exercices de piété y étaient peu pratiqués et les séminaristes devaient se contenter de la visite hebdomadaire d'un confesseur, au lieu d'être suivis par un père spirituel ; mais il y avait plus grave encore. Les élèves pauvres préféraient suivre les enseignements moins onéreux du curé de leur paroisse, si bien que la formation des prêtres se faisait essentiellement hors des séminaires, échappant même au contrôle épiscopal.

- 7 La réforme de Pie X modifia l'enseignement des séminaires en 1907, au terme d'une confrontation avec celui des gymnases et des lycées. Le latin conservait sans doute un rôle prépondérant ; mais les études étaient conçues pour permettre aux élèves de se présenter aux examens des établissements publics. Il s'agissait aussi de mieux évaluer les vocations religieuses et de donner plus d'importance à la culture ecclésiastique, avec un enseignement de théologie en quatre ans centré sur le dogme, la morale, l'éloquence sacrée et la liturgie. L'application de la réforme fut difficile : les évêques s'étaient toujours considérés comme les seuls responsables des séminaires de leurs diocèses et il fallut leur faire admettre que les nouveaux programmes n'étaient pas seulement conseillés mais obligatoires. La réforme fut d'ailleurs profondément révisée en 1912, ses ouvertures culturelles initiales étant remises en cause par la lutte contre le modernisme catholique.
- 8 L'ouvrage de C. Sagliocco montre clairement combien l'étatisation progressive de l'école italienne et la fin des privilèges de l'Église en matière scolaire n'impliquaient pas un processus de laïcisation. Le personnel enseignant resta pour longtemps encore constitué en majorité de prêtres et de congréganistes, et le catéchisme demeura en fait une discipline de l'école primaire. Les séminaires étaient devenus, dans le Centre et le Midi, le berceau de l'enseignement secondaire, au point d'en oublier parfois leur véritable vocation, et cette diversité leur interdisait tout projet pédagogique. Ce problème était fondamental, l'État libéral ne pouvant tolérer l'existence de plusieurs modèles de formation du citoyen au moment de la construction de l'identité nationale du pays. La pression des pouvoirs publics imposa sans doute d'importantes modifications au niveau des programmes des séminaires et du choix de leurs enseignants ; mais l'étude de Cristina Sagliocco montre que la formation des prêtres se heurta dès lors à une distorsion entre une pédagogie ecclésiastique s'identifiant à une science et une initiation à la prêtrise exigeant de plus en plus de spécialisation. Cet élément essentiel de la nouvelle Église devrait faire l'objet d'un travail approfondi, conçu en liaison avec la crise du modernisme catholique.